

DROIT PÉNAL

Séance 6 - Les causes objectives d'exonération de la responsabilité pénale

I.	L'ordre de la loi ou l'autorisation d'un texte : loi ou règlement.....	4
A)	L'ordre	4
1)	D'un texte de nature pénale.....	4
2)	D'un texte de nature extrapénale.....	4
B)	La permission.....	4
1)	La permission émanant d'un texte	4
a)	De nature pénale	5
b)	De nature extra-pénale	5
2)	La permission émanant d'une autorité administrative ou de la coutume.....	5
a)	De la coutume.....	5
b)	D'une autorité administrative	6
3)	Le commandement de l'autorité légitime	7
a)	Le commandement ordonné	7
b)	Le commandement illégal	7
c)	L'autorité légitime.....	7
d)	Les comportements justifiables	8
4)	La légitime défense	8
a)	Les conditions liées à l'agression	9
(i)	Les caractères injuste et actuel de l'agression	9
(ii)	L'objet de l'agression.....	10
b)	Les conditions tenant à la défense	11

(i) Une réaction nécessaire	11
(ii) Une réaction proportionnée.....	12
(iii) Une réaction volontaire.....	12
c) Les cas privilégiés de la légitime défense	12
5) L'état de nécessité	13
a) Le fondement.....	13
b) Les conditions de la justification.....	14
(i) Concernant la menace :.....	14
(ii) Concernant l'acte	14
6) La protection des lanceurs d'alertes.....	15
7) L'exercice des droits de la défense	16



Définition : Il peut arriver que toutes les conditions de nature à engager la responsabilité pénale du délinquant soient réunies, mais qu'une cause extérieure entraîne son irresponsabilité. C'est ce qu'on appelle les causes d'irresponsabilité pénale.

Il en existe deux grandes catégories :

- les causes objectives
- les causes subjectives



Définition : Les causes objectives sont celles qui sont extérieures à l'individu et ont contraint son comportement, ne lui laissant pas d'autre choix que celui d'enfreindre la loi. Aussi appelées faits justificatifs.

À la différence des causes subjectives, les faits justificatifs ne font pas obstacle à la constitution de l'infraction qui est pleinement constituée dans tous ses éléments. Mais l'infraction a été commise dans des circonstances telles, qu'elle se trouvera justifiée – ou légitimée – de telle sorte qu'il sera fait obstacle à la condamnation.

À la différence des causes subjectives, les causes objectives d'irresponsabilité pénale paralysent la répression pénale d'une infraction pourtant pleinement constituée.

Il existe quatre grandes catégories de causes objectives :

- l'ordre de la loi,
- le commandement de l'autorité légitime,
- la légitime défense,
- l'état de nécessité.



Définition : Autrement dit, il s'agit ici des faits auquel on va pouvoir retirer le caractère infractionnel des actes répréhensibles normalement.

I. L'ordre de la loi ou l'autorisation d'un texte : loi ou règlement.

« N'est pas pénalement responsable la personne qui accomplit un acte prescrit ou autorisé par des dispositions législatives ou réglementaires » (**Art. 122-4 al.1 CP**).

A) L'ordre

1) D'un texte de nature pénale



Exemple : Le secret professionnel (**art.226-13 CP réprime la violation de ce secret**), lequel peut être révélé dans des cas spécifiques imposés par la loi. Dans ce conflit de lois, c'est la loi qui ordonne qui va prévaloir sur celle qui réprime.

2) D'un texte de nature extrapénale



Exemple : Un **arrêt du 20 juin 1946** rejette la qualification de proxénétisme sous la justification du devoir de cohabitation entre les époux



À retenir : Le droit pénal possède une autonomie qui lui permet de repousser les justifications émanant d'un texte de nature extrapénale.

B) La permission

1) La permission émanant d'un texte

a) De nature pénale



Exemple : Le secret professionnel. Le CP autorise les révélations qui sont en temps normal protégé par la notion du secret professionnel.

b) De nature extra-pénale



Exemple : Le médecin qui reçoit une règle de sa profession et qui entraîne une atteinte à l'intégrité physique des personnes : la transfusion sanguine.



À retenir : Le droit pénal possède une autonomie qui lui permet de repousser les justifications émanant d'un texte de nature extrapénale.

Vis à vis des dispositions réglementaires qui, dans la hiérarchie des normes, sont inférieures aux lois. Ainsi, un règlement ne pourrait jamais justifier la réalisation d'un crime ou d'un délit sauf à ce qu'il soit issu d'une délégation de la loi



Exemple : Le médecin dénonçant une maladie contagieuse figurant sur la liste fixée par décret en application de l'**article L11 du Code de santé publique** ne commet pas le délit de violation du secret professionnel). Des justifications sont admises. A titre d'exemple : l'usage des armes pour les forces de police

2) *La permission émanant d'une autorité administrative ou de la coutume*

a) De la coutume

En ce sens, l'**article 521-1 du Code pénal** n'incrimine les sévices graves sur les animaux que sous réserve des traditions locales

b) D'une autorité administrative

- L'autorisation d'une autorité administrative = elle est inefficace, l'infraction est caractérisée même si elle est réalisée sous couvert d'une autorisation d'une autorité administrative.
- La tolérance administrative, ne permet pas de justifier une infraction = elle ne change rien.
- La bonne foi de la personne poursuivie ne peut pas justifier une infraction.

Il est possible de faire une **distinction entre ordre de commettre une infraction pour la préservation des intérêts supérieurs et la permission qui autorise, mais n'ordonne pas**. L'individu garde une option.

○ Le cas particulier des immunités

- Les immunités familiales (domaine spécial prévu par la loi), par exemple pour les atteintes aux biens ou encore pour les atteintes à la justice (non-dénonciation de crime...)
- Les immunités judiciaires : issues de **la loi de 1881 sur la liberté de la presse**. Il s'agit des écrits et discours du Procureur ne peuvent donner lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage. Les journalistes sont également protégés en étant irresponsables pénalement lorsqu'ils rendent compte, de bonne foi, des débats en audience.
- Les immunités politiques : le Président de la République (**art. 68 de la Constitution**) ; l'immunité parlementaire (**art. 26 al 1^{er} de la Constitution**) les rendant irresponsables pour les opinions ou votes émis dans l'exercice de leurs fonctions (ne dois pas être confondue avec inviolabilité parlementaire qui est davantage une protection procédurale accrue)
- Les immunités diplomatiques : pour les représentants des États étrangers en France et les représentants de la France dans les États étrangers (**Convention de Vienne de**

1961) impliquant que les diplomates ne peuvent être poursuivis par les autorités de l'État d'accueil, la seule sanction étant l'exclusion du territoire.

3) *Le commandement de l'autorité légitime*

« N'est pas pénalement responsable la personne qui accomplit un acte commandé par l'autorité légitime, sauf si cet acte est manifestement illégal » (**Art. 112-4 al.2 du CP**).

a) Le commandement ordonné



À retenir : Le principe : l'ordre commandé par l'autorité légitime n'est pas uniquement une cause de justification. Pour que la justification existe, il est nécessaire que l'ordre donné soit légal

b) Le commandement illégal

Seule l'exécution d'un ordre manifestement illégal anéantira le fait justificatif.

Question : Qu'est un ordre manifestement illégal ?

La jurisprudence a dégagé deux critères permettant de distinguer l'illégalité manifeste de la simple illégalité :

- **un critère objectif : la nature de l'acte ordonnant l'exécution**

- **un critère subjectif : subsidiairement**, si le premier critère ne suffit pas, il faut **prendre en considération les qualités personnelles de l'exécutant**. Ainsi, la jurisprudence procède classiquement à une appréciation *in abstracto* de l'illégalité manifeste (tout citoyen normalement avisé aurait pu percevoir l'illégalité manifeste), elle procédera à une appréciation *in concreto* pour les qualités personnelles de l'exécutant.

c) L'autorité légitime

Selon l'**article 122-4 du CP**, la référence à l'autorité légitime se définit clairement comme une autorité légale publique compétente (civile ou militaire).



Attention : Tempérament : il existe des circonstances d'actes effectués sous l'ordre donné par une autorité illégitime



Exemple : Ordre donné par le gouvernement de Vichy. Il n'est pas possible de justifier certains actes passés sous la responsabilité d'une autorité illégitime.

d) Les comportements justifiables

Ces comportements justifiables comportent **deux principales limites** :

- Le comportement infractionnel adopté ne doit pas avoir excédé les limites de ce qu'ordonnait ou permettait la loi ou le règlement
- L'exigence de nécessité et de proportionnalité



Exemple : **Loi du 28 février 2017** harmonisant le régime d'utilisation des armes à feu pour les gendarmes et les policiers, en affirmant notamment que l'usage de l'arme ne se trouvera justifié qu'à la condition d'avoir été mis en œuvre « en cas d'absolue nécessité et de manière strictement proportionnée »

4) *La légitime défense*

Principe issu du droit romain, conçu comme un droit naturel de l'homme.

Les **ordonnances de Villers-Cotterêts en 1539** et **ordonnances d'août 1760** qui consacrent la grâce royale potentielle.

Repris pour la première fois par **le Code pénal de 1791** qui l'érige en justification de l'infraction en cas d'homicide ou de blessures.



Définition : Ce principe permet de ne pas condamner ou moins sévèrement, l'individu, qui pour se défendre commet une infraction (art. 122-5 et 122-6 CP).

L'article 122-5 du Code pénal :

« N'est pas pénalement responsable la personne qui, devant une atteinte injustifiée envers elle-même ou autrui, accomplit, dans le même temps, un acte commandé par la nécessité de la légitime défense d'elle-même ou d'autrui, sauf s'il y a disproportion entre les moyens de défense employés et la gravité de l'atteinte.

N'est pas pénalement responsable la personne qui, pour interrompre l'exécution d'un crime ou d'un délit contre un bien, accomplit un acte de défense, autre qu'un homicide volontaire, lorsque cet acte est strictement nécessaire au but poursuivi dès lors que les moyens employés sont proportionnés à la gravité de l'infraction. »



À retenir : La légitime défense est considérée comme un droit naturel

a) Les conditions liées à l'agression

(i) *Les caractères injuste et actuel de l'agression*

- L'agression injustifiée :



À retenir : Si l'acte d'agression est justifié alors il est nécessaire de la subir.



Exemple : Une perquisition ordonnée par la loi.

Il existe le droit à une défense légitime, de la personne visée par un acte illégitime de l'autorité.

- L'agression actuelle :

La défense doit se faire **dans le même temps (Art.122-5 CP)**.



Définition : L'agression doit être actuelle cela signifie en train de se commettre ou de manière imminente.

Une intervention tardive de la défense entraîne une éviction de la notion de légitime défense. Même de bonne foi, la personne qui imagine une agression ne peut se justifier de s'être défendue.

La jurisprudence admet que des atteintes putatives puissent fonder l'état de légitime défense, sous la condition d'une atteinte vraisemblable. (**Crim, 7 août 1873**). On parle de **légitime défense putative**. Ainsi, une simple crainte ne suffit pas (**Crim. 21 déc. 1954**).

(ii) L'objet de l'agression

- La légitime défense des personnes :

Concerne la notion de danger physique : c'est-à-dire atteinte à son intégrité et à celle d'autrui.



Attention : La légitime défense n'impose pas que l'on soit dans la situation d'un péril de mort. Il s'agit simplement de la nécessité de se défendre ou de porter secours à autrui. Mais, la gravité de l'agression est en lien étroit avec la notion de légitime défense.

En principe, l'**atteinte à l'honneur ne peut pas autoriser des coups et violences.**

- La légitime défense des biens :



À retenir : Il y a peu de décision de jurisprudence qui ont accepté ce principe comme faits justificatifs.

La condition relative à l'atteinte pour la légitime défense des biens est : **un crime ou un délit contre les biens.**

Est pénalement responsable : le propriétaire, auteur d'une infraction, qui défend son bien. Mais, il peut échapper à sa responsabilité civile.

b) Les conditions tenant à la défense

Les modalités tenant à la riposte sont :

- la concomitance,
- une riposte consistant en une infraction : intentionnelle, nécessaire et proportionnée.



À retenir : La défense doit être nécessaire et proportionnée à l'agression.

(i) *Une réaction nécessaire*



À retenir : La personne n'a pas pu faire autrement que de commettre une infraction pour éviter le danger

S'agissant de la légitime défense des personnes : l'acte nécessaire doit être le meilleur moyen de faire cesser l'atteinte.

S'agissant de la légitime défense des biens : l'acte nécessaire doit être l'unique moyen de faire cesser l'atteinte.

(ii) Une réaction proportionnée

L'appréciation de la qualification de proportionnalité est laissée à l'appréciation souveraine des juges du fond.



Définition : La proportionnalité consiste en une comparaison entre la gravité de l'atteinte et les moyens employés pour la riposte. La proportionnalité ne tient pas compte du résultat de l'acte de défense (**Cass. crim. 17 janv. 2017**).

Toutefois, la légitime défense des biens n'est pas applicable en cas d'homicide volontaire et en matière contraventionnelle.

(iii) Une réaction volontaire



À retenir : Il y a un caractère inconciliable entre la légitime défense et le caractère involontaire de l'infraction (**Cass, crim. 16 février 1967 Cousinet**).

c) Les cas privilégiés de la légitime défense

« **Est présumé** avoir agi en état de légitime défense celui qui accomplit l'acte :

1° Pour repousser, de nuit, l'entrée par effraction, violence ou ruse dans un lieu habité ;

2° Pour se défendre contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence. »(**Art. 122-6 du Code pénal**).

Dans ces cas, la personne qui invoque la légitime défense n'a pas à la prouver. Il s'agit d'une **présomption simple**. Il incombe alors au Ministère public ou à la partie civile de venir prouver le contraire.

5) L'état de nécessité



Définition : L'état de nécessité s'applique lorsqu'un individu menacé d'un danger ne peut échapper à celui-ci que par la réalisation d'une infraction. Dans ce cas, la victime est un tiers innocent.

a) Le fondement

Dans l'**arrêt Regina (CA Colmar, 6 déc. 1957)**, les juges reconnaissent de l'état de nécessité comme un des fondements du droit. Ce dernier est fondé par la situation où l'individu qui pour sauver un intérêt supérieur, a comme unique ressource l'accomplissement d'un acte incriminé par la loi pénale. À la différence de la contrainte (cause subjective), celui agissant sous l'empire de l'état de nécessité ne voit pas sa volonté soumise à une force irrésistible, mais fait le choix libre de sacrifier l'intérêt protégé par l'infraction pour préserver un intérêt qu'il juge supérieur.

Plus tard dans l'arrêt Lesage (**Cass, crim. 25 juin 1958**), les magistrats précisent qu'il convient de rechercher : si la personne ne pouvait pas être en état de nécessité.



À retenir : L'état de nécessité est un fait imprévisible.

« N'est pas pénalement responsable la personne qui, face à un danger actuel ou imminent qui menace elle-même, autrui, ou un bien

accomplit un acte nécessaire à la sauvegarde de la personne ou du bien, sauf s'il y a disproportion entre les moyens employés et la gravité de la menace ». (**Art.122-7 du Code pénal**).

b) Les conditions de la justification

(i) *Concernant la menace :*

L'**article 122-7 du Code pénal** indique que le danger doit être :

- **Actuel ou imminent**
- **Imprévisible**

Le danger doit correspondre à un péril grave et objectif (réticence jurisprudentielle quant au vol d'aliment par ex).

Le caractère actuel ou imminent renvoie au fait que le péril est sur le point de se produire.

Crim 22 sept. 1999 « un prévenu ne peut prétendre avoir agi en état de nécessité dès lors qu'il s'est volontairement placé dans la situation de devoir commettre l'infraction en cas de survenance prévisible du danger ».

(ii) *Concernant l'acte*

Il doit être nécessaire et proportionné.

- La nécessité de l'acte

- L'acte peut concerner un bien

L'**article 122-7 du Code pénal** indique que la nature du danger importe peu

- L'acte peut concerner un animal

- L'acte peut viser à assurer l'exercice des droits de la défense.
- L'acte peut viser à rapporter le caractère mensonger d'une attestation
- L'acte ne peut viser à violer un droit reconnu par la loi

- La proportionnalité de l'acte

Ce sont les magistrats qui vont étudier, au cas par cas, des valeurs en présence et ils leur appartiennent de rechercher si l'intérêt violé a une valeur inférieure ou équivalente à celui sauvegardé.

6) La protection des lanceurs d'alertes

L'**article 122 - 9 du Code pénal** s'inscrit dans le prolongement des causes d'irresponsabilité pénale.



Définition : « Le lanceur d'alerte est une personne physique qui révèle ou signale de manière désintéressée et de bonne foi un crime ou un délit une violation grave et manifeste d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France d'un acte unilatéral d'une Organisation internationale prit sur le fondement d'un tel engagement de la loi ou du règlement ou une menace ou un préjudice grave pour l'intérêt général dont elle a eu personnellement connaissance » (**Art 6 de la loi Sapin 2**).

L'**article 122 - 9 du Code pénal** trace les contours de la responsabilité pénale du lanceur d'alerte, et indique clairement une irresponsabilité pénale pour ces personnes.

Seules sont concernées les personnes physiques.

La protection du lanceur d'alerte ne prend pas en compte les informations relevant de la défense nationale, secret médical ou secret des relations entre un avocat et son client.



Attention : L'intention de nuire caractérisée, il n'est pas possible d'engager la responsabilité civile, sur le fondement de l'**article 1240 du Code civil** et sa responsabilité pénale sous l'**article 226 - 10** pour dénonciation calomnieuse, en cas de mauvaise foi.

7) L'exercice des droits de la défense

Plusieurs arrêts l'ont érigé en nouvelle cause autonome de justification de l'infraction.

Le célèbre **arrêt de la chambre criminelle du 11 mai 2004** admet la relaxe d'une salariée pour le vol de documents au sein d'une entreprise, puisque ces documents volés « étaient strictement nécessaires à l'exercice des droits de sa défense dans le litige l'opposant à son employeur ».

Dans un **arrêt du 9 juin 2009**, la même chambre a restreint le domaine d'application de ce fait justificatif qui ne fonctionne que dans le cadre d'un litige prud'homal.